

L'EDITO

Jurek Kuczkiewicz

LE PROBLÈME GREC, C'EST UN PROBLÈME EUROPÉEN

Dans les conflits, la vérité et la justice se situent toujours quelque part entre les deux camps qui se sont affrontés. Mais pas nécessairement à mi-chemin, voire rarement. Les Grecs méritaient-ils la potion amère qu'ils vont finir par ingurgiter, alors qu'ils auraient pu l'atténuer si Tsipras et les siens avaient plus finement négocié ? Les Allemands pouvaient-ils

imposer leur loi d'airain avec une intransigeance qui a failli porter un coup historique à la construction européenne ? Un peu de temps et de recul sera nécessaire pour en juger.

On laissera ce débat important de côté, non sans avoir apporté une nuance noyée sous les premières impressions du psychodrame qu'on vient de vivre. Contrairement aux apparences, l'Allemagne (et les quelques pays qui ont pensé comme elle) n'a pas tout à fait gagné : son inclination naturelle la portait vers le Grexit, auquel beaucoup de ses dirigeants ont travaillé avec détermination. Contraire-

ment aux apparences aussi, les petits pays, ou les grands qui ont une autre vision de la générosité européenne, la Grèce en premier lieu, ne sont pas les perdants d'une « Europe allemande » : l'Europe a vécu au gré des soubresauts et des velléités grecques depuis des mois, et

jamais les positions de petits pays (outre la Grèce, la Finlande, les Pays-Bas, ou la Slovaquie) n'ont autant pesé dans le débat européen. Et si l'on a finalement évité le Grexit - de peu ! - on le doit aux efforts déterminants de François Hollande, mais aussi au travail inlassable de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne, et de leurs dirigeants.

Il faut maintenant tirer les enseignements, au-delà du partage des torts

Il faut maintenant tirer les enseignements, au-delà du partage des torts. La crise grecque a fait exploser dans le débat public européen ce que les spécialistes savent, observent et regrettent depuis longtemps. Une union de 28 pays, qui se veulent plus forts et plus prospères ensemble qu'isolés, suppose des transferts importants de souveraineté.

(Attention : ce n'est pas de l'abandon, c'est du partage.) Les Grecs ont-ils protesté contre l'empiètement d'autres qu'eux-

mêmes sur leur propre souveraineté ? On aurait tort de vouloir les détromper : c'est précisément ce qu'ils ont choisi en rejoignant la Communauté européenne. Sans le comprendre suffisamment, comme l'ont mal compris les Britanniques, et sans doute beaucoup d'autres encore. Les Allemands, et beaucoup d'autres, protestent-ils de devoir payer pour d'autres, non seulement quand cela va bien, mais parfois beaucoup plus quand cela va mal ? Ils l'ont choisi également, sans l'avoir mieux compris.

Les uns comme les autres n'ont visiblement pas perçu que dans une union de pays, et mille fois plus dans une union monétaire, solidarité, responsabilité et partage de souveraineté vont de pair. Cette incompréhension, ils

n'en sont pas coupables ! Elle est le résultat de ce qu'il manque à cette Union encore imparfaitement organisée - on n'aurait pas vécu ce qu'on vient de vivre ! - sa clé de voûte : la légitimité démocratique. C'est-à-dire la perception d'un intérêt commun, et une organisation institutionnelle où chacun a le sentiment de peser autant que les autres dans les choix qui y président. L'Europe - c'est-à-dire nous tous - doit maintenant prouver que c'est possible, après avoir failli de peu faire la démonstration inverse.